



Processus électoral: Face à l'Histoire

Journal édité par RMI-info.com en France
Contact: rmimedias@gmail.com



L'Edito de RMI

Fais retentir ta voix

Il est désormais de la tradition de RMI-info.com d'être un porte-voix. De ceux-là qui sont publiquement absents ou arbitrairement muselés. Mieux encore, la voix de ceux qu'on n'a pas l'habitude d'entendre. A l'heure où les journaux traditionnels nationaux subissent l'étau, ou tout bonnement la mise sous perfusion volontaire par le fameux ministre O. Diay, RMI lance un journal citoyen et collaboratif. Car, au delà d'informer, le journal ambitionne de porter vos opinions sur la gestion des affaires publiques. Nous vous offrons nos colonnes pour discuter des mutations sociales et politiques du pays.

Et, particulièrement, sur les défis politiques contemporains. Si tout porte à croire que le pays traverse un tournant historique à la veille des élections post-référendaires, les citoyens doivent être les acteurs et non des téléspectateurs.

Le Mauritanien n'a-t-il pas trop subi la politique politicienne? Quelle rupture doit-on imposer à

la classe gouvernante et à la classe politique traditionnelle ? Quelles sont les schémas qui s'offrent à nous ? Quelles doivent être nos priorités ? Conquérir le pouvoir et imposer un changement ? Quel modèle de gouvernance nous sied ? Quels sont les enjeux géo-stratégiques qui s'imposent à nous ? Vous avez des éléments de réponse, sollicitez illico presto le Journal de RMI.

En effet, si la gestion technique du journal revient à l'équipe de RMI, sa production sera entièrement l'œuvre des citoyens qui y publient. A eux donc, nous laissons toute la liberté de choisir l'angle avec lequel ils abordent les thématiques. En quelque sorte, nous proposons à nos contributeurs d'aller au delà des sporadiques publications facebookiennes. Faire comme d'antan : tenir une réflexion. Pour que, tel l'appel sartrien, les voix aient leur retentissement dans l'arène de décideurs.

La rédaction

CheekNews
Paroles de...

à l'élec-
t i o n
d' u n e
person-
nalité c i v i l e
pour di-
riger le
p a y s
a p r è s



2019 et assurer une alternance qui va non seulement rassurer sur l'avenir du pays, mais permettra aussi de relancer sa marche sereine vers la stabilité et le développement ».

Sur l'accord entre le parti Sawab et l'IRA, il notera que « c'est une dynamique nouvelle qui crée les conditions d'un travail politique commun qui réduira les divisions et mettra en avant l'intérêt suprême de la Nation à travers un accord électoral qui préservera aussi bien l'unité nationale que la sécurité du pays (...) ».

Interrogé sur la question du Sahara occidental, il soutient « le droit des populations du Sahara occidental à l'autodétermination. Dans ce cas, l'unité avec la Mauritanie est inévitable, même si les sahraouis créent un Etat à eux, car nous constituons le même peuple ».

Enfin, sur la question de l'Azawad, il note : « les populations du nord Mali ne se retrouvent plus dans l'Etat malien. L'esprit d'équité et de justice voudrait alors qu'elles puissent avoir la possibilité de se prononcer dans le cadre d'une autodétermination, si nous tenons à maintenir la paix dans la zone sahélo-saharienne » !

Le journaliste aurait pu lui poser la question suivante : « Et qu'en est-il des Négro-Mauritaniens qui ne se retrouvent plus dans cet Etat mauritanien très profondément façonné par l'idéologie bâathiste ? »

Pour accéder au résumé de l'interview : <http://essahraa.net/html/06222018-1726>

Rubriques

- 1 L'Edito de RMI : P2
 - 2 On en parle : Analyse de l'actualité P3 et 4
 - 4 CheekNews : P2 et 7
 - 5 RMIVOX : Opinion P5, 6 et 7
- rmimedias@gmail.com
envoyez-nous vos articles

CheekNews

Paroles de...

Memed Ould Ahmed, Leader du mouvement Bâath (Nationalistes panarabes)

Dans une interview accordée à un site de la place, le très peu loquace Memed Ould Ahmed, l'un des leaders historiques du mouvement Bâath en Mauritanie, s'est prononcé sur plusieurs sujets d'actualité. Selon cet homme considéré comme étant le plus mesuré parmi ses compagnons, « il serait légitime que les Mauritaniens aspirent

On en parle

Les partis d'obédience négro-mauritanienne et les enjeux électoraux

Maintenant que les choses se précisent davantage à propos du calendrier électoral de l'année en cours, l'opinion se demande comment les partis dits d'obédience noire en Mauritanie envisagent de faire face aux défis que posent les futures élections.

En effet, le Parti pour l'égalité et la justice (PLEJ), l'Alliance pour la justice et la démocratie (AJD/MR), l'Alliance pour la démocratie en Mauritanie (ADEMA), le Mouvement pour le renouveau (MPR), des segments de l'UFP, Arc-en-Ciel et l'Union des forces du changement (UPC, non reconnu) ainsi que la kyrielle de mouvements qui gravitent dans leurs sillages sont attendus au tournant. Face à un système politique de plus en plus verrouillé et résolument engagé dans une logique d'exclusion à peine voilée (pour ne pas dire hautement affichée), la population Négro-mauritanienne exprime un ardent désir de voir ces partis, mouvements et autres associations, fédérer leurs forces. Pour certains, c'est même un impératif qui prime sur tout le reste.

Selon un acteur politique engagé, la seule option qui vaille aujourd'hui, et qui est la seule à même de freiner la fatidique marche du système vers l'exclusion totale des Négro-Mauritaniens du jeu politique national, est la mise en place d'une coalition électorale inclusive, forte et solide. En d'autres termes, toutes les structures travaillant dans l'optique d'assurer une plus grande prise en compte de la diversité et engagées dans la lutte contre le racisme et la marginalisa-

tion des communautés noires devraient être concernées. Les leaders de ces structures devraient faire

chagrin. L'accès des jeunes noirs aux emplois et postes publics devient insignifiant. L'avancement de ceux qui



preuve de disponibilité et de souplesse. Ils devraient transcender les petits clivages et dépasser les guerres individuelles futiles entre eux. Ils doivent surtout mettre fin à ces petites chicanes et rivalités qui ont fait d'eux des « leaders » qui ont excellé dans l'inertie et l'égoïsme. Ce comportement malsain a donné au pouvoir et au système qui le porte des coudées de plus en plus franches pour marginaliser davantage la communauté noire et parachever son exclusion progressive de la scène politique nationale.

Dix ans après l'arrivée d'Aziz au pouvoir, le constat est effectivement désastreux pour tous. Malgré le soutien inconditionnel dont il avait bénéficié de la plupart des principaux leaders politiques noirs, Aziz s'est avéré être le pire des présidents du pays depuis l'indépendance en termes de prise en compte de la diversité ethnique dans le pays. Depuis 2008, le quota des noirs dans l'administration, l'armée, la justice, les secteurs économiques et des finances et d'autres, s'est réduit à peau de

soient en activité est toujours hypothétique et aléatoire. On ne leur laisse d'autre possibilité que de choisir entre la clochardisation et l'immigration. Pire, sous Aziz, les aspirations et attentes de cette frange de la population sont royalement ignorées. Ses revendications légitimes et ses préoccupations majeures ne sont jamais écoutées. Les zones à forte concentration des populations de souche noire, en l'occurrence le sud du pays et certains quartiers des zones urbaines des grandes villes sont les grands oubliés dans les « réalisations » du régime. Les faux-fuyants et les effets d'annonce médiatiques ont noyé le début d'exécution du programme amorcé par SIDIOCA pour la résolution équitable et définitive des questions des réfugiés et du passif humanitaire. L'agence Tadamon qui a remplacé l'ANAIR a royalement ignoré les rapatriés du Sénégal de ses programmes, préférant servir les clients du régime dans d'autres zones pour fidéliser certaines chefferies locales. Les rapatriés, parqués dans des hameaux

Suite en page 4

Suite de la page 3

On en parle

Les partis d'obédience négro-mauritanienne et les enjeux électoraux

démunis, sont laissés à eux-mêmes, privés de tout. Même de l'état civil de leurs enfants. En même temps, les expropriations des terres des populations autochtones sous le fallacieux prétexte de l'application d'une loi foncière arbitraire et désuète se poursuivent dans la Vallée, alors qu'au nord et à l'est, l'Etat protège la propriété foncière tribale. Les vexations, les mesures restrictives des libertés et les bavures policières se multiplient surtout contre les jeunes noirs et haratines dans les quartiers populaires de Nouakchott et ailleurs. Tout cela dans un silence assourdissant de toute la classe politique nationale, les « leaders noirs » en tête ! La seule réponse qu'on oppose aux rares courageuses voix qui s'élèvent encore contre cette discrimination - désormais établie sans aucun complexe - est la répression, la réclusion en prison, l'exclusion, la stigmatisation et la diabolisation.

Partout, on discrimine les Noirs de ce pays. Ces derniers semblent même s'en accommoder en se positionnant, majoritairement, en « victime consentante ». On dirait qu'elles marchent au rythme imposé par les « nègres du système » qui hypnotisent les populations par de fausses promesses et l'achat collectif des consciences.

Chacun d'entre eux caresse, secrètement, l'espoir d'être le cheval sur lequel mise le pouvoir pour domestiquer les masses noires. Pourtant, la réalité amère est que tout se passe sans eux qui, au mieux, ne sont que des faire-valoir qu'on ne consulte jamais ; ou dont l'avis n'est jamais pris en compte

Cette situation est largement encouragée par le comportement des élites et des leaders politiques noirs se revendiquant de l'opposition. Au lieu de faire face à la tragédie, ils excellent dans la félonie, l'opportunisme et

l'orgueil déplacé. L'égo atrophié des « leaders » noirs altère leur vue. Il cache une incurie malade qui empêche chacun d'entre eux de travailler, en égal et en partenaire, avec les autres. Chacun voudrait être « leader » et « grand patron » des autres et se hisser au sommet de la représentativité d'une communauté qui accumule les années de souffrance et de martyr. Des années faites de répression aveugle, d'arbitraire, de dédain et de mépris de la part d'un pouvoir qui perpétue et recycle, d'une manière feutrée et cynique, les pires pratiques du régime de OuldTaya ! En soutenant Aziz en 2008, certains leaders noirs s'étaient dressés, de manière incompréhensible, contre les intérêts de leur communauté.

En désavouant Sidi Ould Cheikh Abdallahi, pourtant renversé pour avoir voulu résoudre les lancinantes questions de l'unité nationale - en engageant un courageux programme de réconciliation nationale - , ils ont raté le tournant de l'histoire. Par la même occasion, ils ont signé leur propre arrêt de mort et donné un blanc-seing au système pour se perpétuer. Et depuis, c'est la descente aux enfers qui continue de plus belle pour la communauté noire !

Pour revenir sur la scène, les leaders politiques noirs n'ont pas d'autres choix que de fédérer leurs forces pour peser lourdement sur la balance et imposer leur présence dans les prochaines échéances électorales.

A défaut, ce sera l'hécatombe avec une nouvelle assemblée et des conseils régionaux sans une représentation significative pour cette composante nationale.

Qu'on se le dise, les partis d'obédience noire ne peuvent plus se permettre le luxe d'évoluer en parallèle avec des leaders qui se regardent en

chiens de faillence. L'heure est grave et les défis de plus en plus nombreux et complexes. Ils n'y pourront faire face que par l'unité, le minimum de cohésion, ne serait-ce que le temps d'une échéance électorale. Surtout que des arrangements sont bien possibles entre les leaders de ces partis afin que chacun puisse y trouver son compte. Et partant, ils se rachèteront aux yeux de l'opinion, en se hissant à la hauteur des aspirations de nos communautés respectives qui rêvent d'une Mauritanie plurielle, diverse et inclusive dans laquelle chacune de ses composantes est valablement et convenablement représentée, à tous les niveaux, dans un cadre démocratique pluraliste apaisé !

Par ailleurs, les tentatives du système de souder le bloc Maure autour du régime à travers l'encouragement, l'arrangement et la supervision de l'alliance entre les extrémistes nationalistes arabes du parti Sawab et les maximalistes de l'IRA, interpelle tous les observateurs de la scène. Le « resoudage » du bloc Maure par la « récupération » de l'aile la plus radicale dans la lutte contre l'esclavage et le racisme dans la communauté haratine en dit long sur l'acharnement du système à éviter toute éventuelle synergie des forces des victimes l'oppression raciste et esclavagiste du système.

La grande frustration exprimée par des centaines de jeunes Négro-Mauritaniens déçus par la capitulation du leader de l'IRA ouvre un grand boulevard devant les leaders noirs pour récupérer certains groupes de jeunes qui avaient misé sur la constance de Biram Ould Dah...

Yero G.

RMIVox

Qui sera le prochain président ?

C'est la grande question que tout le monde se pose en Mauritanie à un an de la fin du mandat du Président Mohamed Ould Abdel Aziz. Les supputations vont bon train et le doute assaille tous les esprits.

Dans les coulisses, une bataille à couteaux tirés s'est engagée entre le « intimes » du sortant. Et les grandes questions demeurent. Aziz acceptera-t-il de quitter son maroquin ? A quel prix ? Et, surtout, au profit de qui ?

Nécessairement, un soldat...

Arrivé au pouvoir par un putsch militaire en août 2008, l'homme à la gestion décriée et aux méthodes déroutantes de gouverner, s'est plusieurs fois prononcé, sans ambages, au sujet de son avenir. S'engageant à respecter son serment et à ne pas changer les dispositions régissant les termes du mandat fixé dans la Constitution, il dit ne pas être intéressé par une troisième magistrature. Seulement, il ne cesse de multiplier les signes de « sympathie » à l'égard de ceux qui l'encouragent publiquement à faire fi de la Constitution et de rester au pouvoir.

Contrairement à Mahamadou Yousoufou qui n'a pas hésité à laisser la justice de son pays poursuivre deux activistes de la société civile qui l'avaient appelé à briguer un troisième mandat anticonstitutionnel au Niger, le Président Aziz encourage ses adeptes et ses soutiens à aller de l'avant dans la litanie « Aziz, ne lâchez pas le peuple ! ». Un appel clair au parjure, doublement puni. Les affiches appelant à ce crime contre la Constitution sont visibles partout, surtout au centre ville. Les organes de presse officiels ne se privent pas non plus de diffuser des passages insistant sur cette demande !

Parallèlement, Ould Abdel Aziz en-

tretient le flou sur son dauphin, lui qui a déclaré, dans une interview à « Jeune Afrique », que même s'il quittait le palais, il ne serait pas un retraité de la politique. Mieux, il envisagerait soutenir un homme politique qui poursuivrait son œuvre. Depuis, tout le monde a compris qu'il tenterait d'installer une marionnette ou un homme de paille. Et les candidats à « la marionnette » ne man-



quent pas. Ainsi est donc ouverte la guerre des candidats « marionnettes ». Elle prend même les allures d'une course à la succession qui s'est engagée dans les hautes sphères du pouvoir. Le « pugilat » semble surtout être perceptible dans les milieux proches de l'armée. Et il y a de quoi ! Les clans autour d'Aziz semblent privilégier l'option d'un dauphin issu de l'institution militaire qui gouverne le pays depuis 40 ans. Une longue période qui a été l'occasion à des générations successives de hauts gradés de saigner le pays à blanc, de tribaliser la grande muette, d'accentuer les divisions entre communautés selon une idéologie nationaliste chauvine et sectaire qui la déstabilise et désarticule le pays.

Les caciques du système qui craignent toute ouverture démocratique, frileux qu'ils sont face aux réformes institutionnelles nécessaires pour asseoir une démocratie ouverte - où la transparence ferait son effet -, se recro-

quevillent derrière la tunique des généraux. Selon eux, le successeur putatif ne pourrait être qu'un militaire. C'est, pour eux, le choix sûr pour garantir la domination et la mainmise du « système » sur les affaires du pays. Dans leur optique, le choix semble donc être imparablement limité entre deux hommes : le Général Mohamed Ahmed Ould Cheikh alias Ould Ghazouani, actuel chef d'Etat-major gé-

néral des armées et le Colonel à la retraite, Cheikh Ould Baya, actuel maire de Zouérate (nord). Les deux protagonistes se prévalent d'être amis intimes du Président qui tire sa révérence.

Entre les deux hommes, la différence est pourtant assez minime. Si l'on met de côté une bonne dose d'arrogance et de « culot » chez Ould Baya et un sang-froid placide enveloppé dans une politesse toute maraboutique chez Ould Ghazouani, on risque de n'en trouver aucune autre. Et si elle existait, elle se résumerait seulement dans la nature et la proximité des relations que chacun cultive avec l'homme fort du moment. Tous deux caciques de l'institution militaire qui s'impose une sacralité factice au-dessus de toutes les autres institutions de la République, ils sont issus de la même école idéologique : le Bâath. En d'autres termes, ils font partie de cette école qui

Suite en page 6

Qui sera le prochain président ?

l'instrument de domination par excellence de l'élément arabe sur toutes les autres composantes du pays. Vision que Ould Ghazouani s'est évertué à perpétuer en instituant, durant son commandement de la grande muette, des écoles, des instituts et des Prytanées militaires réservés aux enfants issus quasi-exclusivement de la communauté maure blanche du pays. Ainsi, l'héritage du monopole du « feu », première source de légitimité du pouvoir en Mauritanie depuis 1978, sera toujours assuré.

De son côté, Cheikh Ould Baya, son rival à la succession, s'était illustré pendant ses années d'exercice, dans les exactions contre les soldats noirs durant les purges des années 90-91. Son nom figurerait dans une bonne place sur la fameuse liste des tortionnaires dressée par les victimes et autres rescapés des purges. L'ancien officier dans les unités des fusiliers-marins a donc, sur la conscience, bien des crimes de sang desquels il devrait répondre un jour !

De par leur mode de réflexion, leur vision et leurs objectifs stratégiques par rapport à l'unité nationale et la place des communautés autres que la leur (arabo-berbère), ils ne feront que perdurer le calvaire des « minorités ». Leur guerre ne se situe donc pas au niveau des questions primordiales pour l'avenir du pays, ni sur la cohabitation de plus en plus complexe et discriminatoire. Elle se situe plutôt sur un autre front encore plus réduit : la lutte autour du pouvoir qui oppose les tribus originaires de l'Est du pays (qui contrôlent aujourd'hui l'armée) à celles du nord (qui contrôlent le pouvoir et l'économie). Entre les deux, les insignifiants civils qui s'agitent à l'UPR (et dans l'opposition) valsent et cherchent désespérément sur quel joker se fixera le curseur d'Aziz !

Se chercher pour exister

Face à cette situation, l'opposition démocratique regroupée autour de deux plateformes majeures se cherche encore. Minée par ses clivages traditionnels alimentés par des querelles de clochers, elle semble se remettre en ordre de bataille. Ses caciques semblent avoir digéré les quolibets des réformes institutionnelles, sans pour autant les accepter. Ce sont à peine les malheureux épisodes d'un « fait accompli » qu'il faudrait un jour remettre en cause, une fois le régime balayé.

Dans leur ultime conviction, ils semblent être d'accord sur l'obligation de changer la donne en élisant un civil à la tête du pays, seul à même de rétablir un fonctionnement normal de l'État et de ses institutions au service de son unité et de son développement. Pour y arriver, l'opposition semble déterminée à participer aux prochains scrutins électoraux, même si la composition de la CENI est très contestable. La CENI des « beaux-frères et cousins », fortement rejetée aussi bien par la classe politique que par l'opinion publique, sera mise à l'épreuve de l'indépendance, la neutralité et de la transparence. Si tant est que le Conseil Constitutionnel décidera de la valider après examen des trois recours déposés contre son mode de mise en place et sa composition.

Plus que toute autre chose, l'enjeu, pour l'opposition, est de pouvoir désigner un candidat consensuel pour le scrutin présidentiel de 2019. Les candidats ne manquent pas. Ni les ambitions d'ailleurs. Surtout après la



disqualification, pour limite d'âge, de trois de ses leaders historiques, Messaoud Ould Boulkheir (APP), Ahmed Ould Daddah (RFD) et Bâ Mamadou Alassane (PLEJ). Ce vide ouvrira la voie à des « jeunes » caciques de l'opposition, comme Mohamed Ould Maouloud (UFP), Gémil Ould Mansour (Tawassoul), Kane Hamidou Baba (MPR), Mohamed Mahmoud Ould Ematt (RFD), Yahya Ould Ahmed El Waghf (Adil) ou encore Ibrahima Moktar Sarr (AJD/MR) et Biram Ould Dah ould Abeid (Sawab), entre autres. Si elle réussit un pacte sacré entre ses partis et personnalités, l'opposition mauritanienne a un atout déterminant à jouer. Elle incarnera même le visage du futur président que les Mauritaniens investiront! Ne disposant pas d'assez de moyens, l'opposition devrait également concilier les Mauritaniens avec la politique. Passifs, pour ne pas dire stoïques face à leur calvaire collectif et dépités de la classe politique, ils ont besoin d'un déclic collectif qui ramène l'espoir et booste l'engagement patriotique de chaque citoyen.

Ceci suppose une dynamique nouvelle qui commence d'abord par le discours, l'engagement et un immense gage de constance. Le fort mécontentement qui traverse toutes les couches et classes populaires sera ainsi capitalisé pour insuffler le changement tant attendu !

Suite en page 7

Qui sera le prochain président ?

Les forces de la rupture

Entre la majorité qui navigue à vue pour décrypter le visage sur lequel se posera « le curseur » et une opposition qui cherche à reconquérir ses marques d'antan dans une société déboussolée et gagnée par le désespoir, émergent des forces parallèles qui vont grandement influencer sur le cours des choses. Loin des coulisses, des structures politiques se mettent en place dans l'espoir de supplanter les vieilles formations sclérosées et offrir une alternative crédible aux vieilles figures de l'opposition.

Ces structures proposent un courageux et promoteur discours de rupture d'avec les vieilles pratiques politiques dans le pays.

Depuis plus d'un an, les initiatives se multiplient. De nouvelles figures, telles que Maître Ahmed Salem Ould Bouhoubeiny, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, le neurologue Atouma Soumaré et d'autres personnalités de renom essaient de mobiliser autour d'un nouveau deal national. Tout récemment, une forte initiative de jeunes démocrates libéraux s'est constituée autour du jeune journaliste contestataire Rabie Ould Idoumou. Arborant un slogan osé, « Nous pouvons » qui rappelle étrangement le célèbre « Yes, we can ! », le slogan phare qui avait porté triomphalement Barack Obama au pouvoir aux USA, ils incarnent la diversité du pays, ce qui constitue un atout non négligeable. Prônant un discours citoyen qui transcende les appartenances ethniques, cette initiative semble incarner le renouveau politique dans le milieu arabo-berbère, jusque-là prisonnier d'une vision nationaliste arabe outrancière qui plombe toute évolution politique du pays. D'autres courants, issus notamment de l'IRA, du FLAM et d'autres groupes, s'agitent



également dans la même direction. Ces initiatives, une fois canalisées et fédérées, constitueraient une véritable kyrielle qui pourra façonner l'avenir. Elles auront l'avantage de secouer le système et de mettre ses piliers en mal avec le citoyen lambda. Elles mettent enfin les jeunes face à leurs responsabilités pour im-

pulser un changement radical à tous les niveaux ! En attendant, les caciques du régime peaufinent leurs astuces pour maintenir à flot un système qui a montré, depuis longtemps, ses limites. Et la grande question demeure ouverte : qui sera le nouveau président ?

La rédaction

Le temps d'un sommet

Les hôtes du 31^{ème} Sommet des Chefs d'États africains, membres de l'Union Africaine (UA) seront répartis dans 24 hôtels, 55 villas privées, 10 résidences et 13 auberges de la ville de Nouakchott. La gendarmerie qui détient la lourde tâche de sécurisation du Sommet de l'UA a chapeauté 30 villas appartenant toutes à des influents hommes d'affaires mauritaniens. La sécurisation des hôtels est sous la responsabilité conjointe de la Garde et la Police nationale. Grâce à la géolocalisation des lieux de résidence, nos bataillons armés veillent à la sécurité de nos hôtes depuis les états-major. On rapporte que depuis quelques mois, le Président mauritanien tient des réunions, avec tous les chefs d'état, pour faire un point sur la sécurité intérieure à l'approche du Sommet. Le déploiement de l'appareil sécuritaire partout dans la capitale est une opération de charme destinée aux occidentaux.